



<http://hdr.undp.org>

#### Contacts au PNUD:

##### New York

Mattias Johansson  
Tél.: +1 212 906 5344/5382  
Portable: +46 70 316 23 44  
mattias.johansson@undp.org

Marisol Sanjines  
Tél.: +1 212 906 6763  
Portable: +1 646 201 8036  
marisol.sanjines@undp.org

##### Paris et Genève

Jean Fabre  
Tél.: +41 22 917 8542  
Portable: +41 79 437 0776  
jean.fabre@undp.org

##### Bruxelles

Diana Moli  
Tél.: +32 2 505 46 22  
diana.moli@undp.org

##### Copenhague

Ragnhild Imerslund  
Tél.: +45 35 46 71 50  
Portable: +45 51 23 28 25  
ragnhild.imerslund@undp.org

##### Bratislava

Sandra Pralong  
Tél.: +42 1 2 59 337 428  
Portable: +42 1 908 729 846  
sandra.pralong@undp.org

##### Londres

Chandrika Deshpande  
Tél.: +44 (0) 20 7396 5338  
Portable: +44 (0) 7957 460 246  
chandrika.deshpande@undp.org

##### Washington

David Yang  
Tél.: +1 202 331 9130  
Portable: +1 301 466 0452  
david.yang@undp.org

##### Tokyo

Chisa Mikami  
Tél.: +81 3 5467 4751  
Portable: +81 90 7200 3295  
chisa.mikami@undp.org

##### Bangkok

Cherie Hart  
Tél.: +66 2 288 2133  
Portable: +66 1 918 1564  
cherie.hart@undp.org



Programme des  
Nations Unies pour  
le développement

## Il est impératif d'accroître le volume d'aide pour éradiquer l'extrême pauvreté, souligne le Rapport du PNUD

**Les nouvelles promesses d'aide sont les bienvenues, mais plus de ressources et de réformes profondes de l'aide internationale sont nécessaires pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté, indique le *Rapport mondial sur le développement humain 2005***

*Nations Unies, 7 septembre 2005*—Les nouvelles promesses d'accorder plus d'aide aux pays les plus pauvres du monde sont importantes et contribueront à combattre la pauvreté, déclare le *Rapport mondial sur le développement humain 2005*. Cependant, le Rapport met en garde qu'un soutien accru et de meilleure qualité aux pauvres est nécessaire pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

« Réformer le système de l'aide internationale est l'une des priorités les plus urgentes à laquelle les gouvernements sont confrontés à l'aube du compte à rebours de 10 ans pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015 », a déclaré Kevin Watkins, auteur principal du Rapport.

Retraçant les progrès réalisés depuis la signature de la Déclaration du Millénaire en 2000, le *Rapport mondial sur le développement humain* signale que le verre de l'aide est actuellement à moitié plein alors qu'il était aux trois quarts vide auparavant. Au cours du Sommet du G8 qui s'est tenu à Gleneagles en juillet, les donateurs se sont engagés à accorder 50 milliards de dollars d'aide supplémentaires au cours de la prochaine décennie.

Ces augmentations, d'après le Rapport, sont intervenues dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement organisée à Monterrey, au Mexique, en 2002, au cours de laquelle les pays en développement se sont engagés à suivre des politiques judicieuses, à appliquer des règles de bonne gouvernance et à respecter l'état de droit, et les pays donateurs ont promis en retour de fournir une aide accrue et de meilleure qualité. D'après le Rapport, les augmentations surviennent à une période de fortes pressions budgétaires dans de nombreux pays donateurs, ce qui prouve qu'ils font de réels efforts pour accélérer la réalisation des OMD.

Néanmoins, le *Rapport mondial sur le développement humain* indique que certains des pays les plus riches du monde font partie des donateurs les moins généreux, et qu'il faudra allier vigilance, sensibilisation publique et détermination politique pour s'assurer que les pays riches respectent les promesses faites à Gleneagles.

Dans une évaluation des défis à relever dans les pays du G8, le Rapport met en évidence plusieurs problèmes urgents. Il souligne que l'Allemagne et l'Italie devront revoir en profondeur leur programmes actuels de dépenses publiques s'ils entendent réaliser l'objectif adopté par l'Union européenne de porter le ratio aide-RNB (revenu national brut) à 0,51 % d'ici 2010. Alors que le Japon et les États-Unis ont tous deux promis d'augmenter leur volume d'aide, sans augmentation supplémentaire ils ne dépenseront encore que 0,18 % du RNB d'ici 2010, soit moins que tout autre donateur. Le Canada étant le seul pays du G-8 à afficher un excédent budgétaire, le Rapport argumente qu'il est particulièrement bien placé pour accroître son volume d'aide à 0,7 % du RNB avant la date retenue par l'UE.

### L'aide est nécessaire pour combler le déficit budgétaire

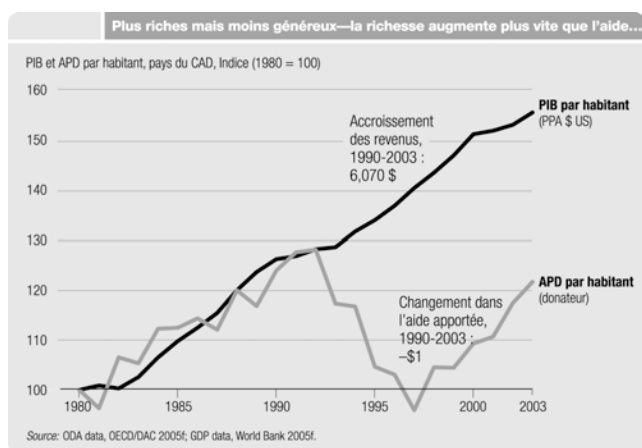
Le *Rapport mondial sur le développement humain 2005* déclare que les arguments en faveur de l'aide sont basés sur les principes de justice sociale et d'intérêt individuel éclairé à aspirer à la prospérité partagée et à la sécurité collective. Corroborant les résultats du Projet des Nations Unies du Millénaire et de la Commission du gouvernement britannique pour l'Afrique, l'équipe de recherche conclut qu'en l'absence d'augmentation de l'aide, de nombreux pays n'auront pas les moyens financiers pour développer les infrastructures socio-économiques pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Rapport reconnaît le bilan inégal de l'aide dans le passé et les risques associés à un haut degré de dépendance vis-à-vis de l'aide, bien qu'il rejette catégoriquement les arguments des pessimistes.

Il cite l'exemple de pays comme le Bangladesh, l'Éthiopie et le Mozambique, où les nouveaux partenariats formés dans le domaine de l'aide donnent des résultats concrets, et il réfute l'argument selon lequel une augmentation importante de l'aide créerait de graves distorsions dans l'économie locale.

Une aide bien ciblée, cite le Rapport, encourage le progrès pour le développement humain. En Zambie, la Rapport note que les dépenses de santé publique chuteraient de huit dollars par habitant à trois dollars sans l'aide, avec des conséquences dévastatrices pour la lutte contre le VIH/SIDA et les autres problèmes de santé publique. En Égypte, le Rapport cite le programme national pour le contrôle de la diarrhée, financé par l'Agence américaine pour le développement international et l'Organisation mondiale de la santé, qui a contribué à réduire la mortalité infantile de 82 % en cinq ans, sauvant la vie de 300 000 enfants. En Tanzanie, 1,6 million d'enfants supplémentaires ont été scolarisés après l'élimination des frais d'inscription en 2003 grâce à l'aide extérieure fournie au pays.

### Les pays les plus riches doivent respecter leurs engagements



Défiant la perception qu'il existe un parallèle entre la générosité des pays riches en matière d'aide et l'amélioration du niveau de vie dans ces pays, le Rapport souligne un « déficit de générosité ». Depuis 1990, le revenu par habitant dans les pays riches a augmenté de 6 070 dollars en prix constants alors que l'aide des pays riches aux pays pauvres a diminué d'un dollar par habitant.

En dollars absolus, le Rapport constate que les États-Unis sont le plus grand fournisseur d'aide au développement. Les accroissements récents de l'aide américaine représentent 8 milliards de dollars des 12 milliards de dollars d'aide supplémentaire fournie par les donateurs entre 2002 et 2004, ce qui représente le plus fort accroissement du programme d'aide des États-Unis depuis les années 60. Plus de 40 % des 3,8 milliards de dollars d'aide américaine supplémentaire au développement en 2003 sont allés à l'Iraq, indique le Rapport.

Cinq pays—le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède—ont constamment atteint ou dépassé l'objectif de 0,7 %, note le Rapport, tandis que la France et le Royaume Uni espèrent atteindre cet objectif d'ici à 2013.

### Rendre l'aide plus efficace

L'aide supplémentaire n'aidera pas à atteindre les objectifs visés par les OMD, met en garde le Rapport, à moins que les pays donateurs ne réforment également la manière dont ils octroient les fonds. Les auteurs déclarent que les pays pauvres ont besoin d'une aide prévisible, qui réduit les coûts de transactions et optimise les ressources, alors qu'ils reçoivent souvent une aide imprévisible, mal coordonnée, assortie de conditions qui ne reflètent pas la dynamique des réformes intérieures, et liées à des achats dans les pays donateurs. L'aide extérieure est tellement incertaine que les affectations actuelles de ressources, note le Rapport, permettent difficilement aux pays en développement de planifier leurs dépenses, telles que les salaires des enseignants et la création d'infrastructures.

L'équipe de recherche constate qu'une faible coordination entre donateurs, une préférence pour les interventions extérieures aux systèmes nationaux et la multitude de rapports à fournir alourdissent les coûts de transaction et réduisent l'efficacité de l'aide. L'ancien ministre des Finances de l'Afghanistan, Ashraf Ghani, est cité dans le Rapport, déclarant avoir passé 60 % de son temps à rendre compte aux donateurs. « Ce temps aurait pu être consacré à augmenter le revenu national et à gérer la réforme intérieure », a-t-il déclaré.

Le Rapport affirme que les pays donateurs compromettent également l'efficacité de leurs propres programmes de développement en liant l'aide à l'achat de leurs propres produits. De tels arrangements coûtent aux pays en développement jusqu'à 20 % de plus que s'ils achetaient les mêmes biens sur le marché libre, ce qui équivaut à imposer une taxe sur l'aide de 5-7 milliards de dollars par an, selon des nouvelles estimations du *Rapport mondial sur le développement humain 2005*, les pays à faible revenu payant 2,6 milliards de dollars par an. « La taxation de l'aide liée coûte à l'Afrique seule 1,6 milliard de dollars par an—soit un détournement massif des ressources tirées des investissements en faveur de la réduction de la pauvreté », note le Rapport, qui appelle à la suppression de l'aide liée entre 2006 et 2008.

Des fonds internationaux tels que le Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et d'autres programmes multilatéraux peuvent « offrir des avantages pour la gouvernance de l'aide, réduire les risques de distorsion dans l'aide des donateurs et aligner les flux d'aide sur les priorités nationales de développement ».

### Les pays donateurs ont-ils les moyens de donner plus ?

Tout en reconnaissant que chaque pays donateur a ses propres contraintes financières, le Rapport argumente que, comparée à d'autres éléments budgétaires, l'aide au développement demeure très faible, et qu'une augmentation aurait un effet négligeable sur les finances des pays donateurs tout en contribuant de manière significative à sauver des vies dans les pays les plus pauvres.

## Propositions pour améliorer l'aide extérieure

Le *Rapport mondial sur le développement humain 2005* a également souligné plusieurs propositions concernant des programmes d'aide améliorés et plus étroitement liés aux priorités nationales de développement humain des pays bénéficiaires :

- **Fixer un calendrier pour atteindre un ratio aide-RNB de 0,7 % d'ici à 2015.** Les donateurs devraient se fixer un objectif minimum de 0,5 % d'ici à 2010 pour se rapprocher de l'objectif à l'horizon 2015.
- **Fournir un financement prévisible et multiannuel dans le cadre de programmes nationaux.** Les donateurs devraient fixer des objectifs plus ambitieux pour accorder des flux d'aide stables, utiliser les systèmes nationaux et renforcer les capacités. D'ici à 2010, au moins 90 % de l'aide devrait être décaissée suivant des calendriers convenus.
- **Simplifier la conditionnalité.** La conditionnalité devrait mettre l'accent sur ce qui est le plus essentiel et les mesures requises devraient faire partie intégrante de programmes de réforme mutuellement convenus mais impulsés de l'intérieur.
- **En finir avec l'aide liée.** Les conditions très onéreuses des donateurs signifient trop souvent que l'argent de l'aide est utilisé de manière inefficace et que parfois, il n'atteindra même pas les bénéficiaires destinés. Cette pratique devrait cesser immédiatement.
- **Tenir compte du niveau d'endettement tolérable.** Les obligations en matière de remboursement de la dette devraient être alignées sur les capacités des pays endettés à rembourser sans compromettre leur aptitude à atteindre les OMD.

\* \* \* \*

**A PROPOS DE CE RAPPORT :** Chaque année depuis 1990, le PNUD demande à une équipe d'experts indépendants de faire un Rapport mondial sur le développement humain en étudiant les principales questions problématiques dans le monde. Un réseau mondial de grands conseillers universitaires, gouvernementaux, et de la société civile apporte informations, idées et pratiques permettant de contribuer à l'analyse et aux propositions publiées dans ce Rapport. Le concept du développement humain va bien au-delà du revenu par habitant, du développement des ressources humaines et des besoins primordiaux pour évaluer les progrès de l'homme, il intègre aussi des facteurs tels que la liberté, la dignité, l'action -le rôle des hommes dans leur développement. Le *Rapport mondial sur le développement humain 2005* affirme que le développement est finalement « un processus pour que chacun soit libre d'être ce qu'il souhaite », et pas uniquement une manière d'élever les revenus nationaux.

Le *Rapport mondial du développement humain 2005* est publié en français par ECONOMICA.

**CONCERNANT LE PNUD :** Le PNUD est le réseau de développement mondial des Nations Unies, luttant pour l'évolution et apportant aux pays savoir, expérience et ressources destinées à aider les peuples à se construire une vie meilleure. Nous travaillons sur le terrain dans 166 pays, avec eux, sur leurs propres solutions aux défis mondiaux et nationaux du développement. En développant leurs capacités locales, ils font appel aux équipes du PNUD et à notre vaste panel de partenaires. Pour de plus amples informations sur le PNUD :

<http://www.undp.org>